

Note de conjoncture

Institut Montparnasse

Septembre 2016

Jean-Luc Penot, Fabrice Henry

Incertitudes et attentes

Cette note de conjoncture contribue à une mise en perspective de ce que sont les informations économiques disponibles. Dans la conjoncture économique nous retrouvons des invariants depuis 10 ans : une croissance faible, un chômage de masse et des interrogations sur l'avenir. A partir de données significatives de l'économie française produites par l'INSEE, nous visons le devenir de l'économie française et la nécessité de faire évoluer notre compréhension des enjeux. La sortie de crise demande de donner du sens à l'action publique et de faire la promotion de l'innovation économique et sociale comme moyens de produire de la confiance dans l'avenir.

I. Les données de la conjoncture

- Les données significatives de la conjoncture économique françaises¹ en 2016 sont :

Le PIB :	2200 milliards
Le taux de croissance du PIB :	1,4 %
Recettes de l'Etat (LFI):	240 milliards
Dépenses de l'Etat(LFI) :	313 milliards
Le déficit voté (LFI) :	73 milliards
Le taux de chômage :	9,8 % (prévision)
La dette publique :	97,5 % du PIB
Le taux d'inflation :	0,2%

¹ Comptes nationaux trimestriels - Deuxième estimation du 2e trimestre 2016, source INSEE, juin 2016

Au deuxième trimestre 2016, le produit intérieur brut (PIB) en volume est stable : 0,0 %, après +0,7 % au premier trimestre. Les dépenses de consommation des ménages ralentissent nettement (0,0 % après +1,2 %), tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF) totale se replie (-0,2 % après +1,3 %). Au total, la demande intérieure finale (hors stocks) est quasi stable : elle contribue à l'évolution du PIB pour +0,1 point (après +1,0 point au premier trimestre). Les importations reculent nettement (-2,0 % après +0,5 %), tandis que les exportations sont quasi stables (-0,1 % après -0,4 %). Ainsi, le solde extérieur contribue positivement à l'évolution du PIB (+0,6 point, après -0,2 point).

Les données de 2015 et de 2016 font apparaître une légère amélioration de la conjoncture sans pour autant que la croissance économique soit suffisamment significative pour régler les déséquilibres structurels de l'économie française : taux de chômage, endettement, faiblesse de l'investissement productif. L'environnement économique international est porteur (baisse du prix des matières premières, augmentation de la demande mondiale, croissance économique) mais les résultats économiques français apparaissent faibles.

- **Situer la conjoncture 2016**

La conjoncture économique est faite d'événements qui s'inscrivent dans des tendances de long terme. En reprenant les fondamentaux que nous présentions l'année dernière à la même époque nous retrouvons les invariants de la conjoncture économique française. La croissance économique est faible, le chômage est à un niveau élevé, le prix des matières premières est bas, la consommation des ménages ne porte plus la croissance, et l'investissement productif est faible. Cette panne de croissance met à mal les finances publiques, laissant peu de marge de manœuvre au budget de l'Etat. Des signaux de reprise peuvent apparaître avec l'évolution de la demande mondiale, mais des taux d'intérêts proches de zéro voire négatifs n'empêchent plus le service de la dette de croître et la baisse du prix des matières premières n'a pas entraîné de dynamique de croissance en France. Nous restons dans une crise systémique qui s'alimente des incertitudes, des rumeurs et des attentes des agents économiques. Des événements récents tels que le Brexit² et les annonces des élections américaines renforcent l'incertitude et le manque de lisibilité de l'avenir.

Le raisonnement économique se fait « toute chose égale par ailleurs ». Cette précaution méthodologique des économistes rend possible la justification des erreurs de prévision, en les imputant à l'imprévu : les catastrophes naturelles, les crises internationales, les guerres... La conjoncture économique est une photographie d'un instant qu'il est possible de rapprocher de ce qu'ont été les grandes tendances de l'économie mondiale : croissance du commerce mondial, diffusion de la technologie, émergence de nouveaux marchés et de nouveaux concurrents, interdépendances. Cependant, il est difficile d'écrire précisément notre devenir tant nous avons pris l'habitude de raisonner à court terme en fonction des conditions du marché. Nous n'avons pas pris la mesure des moyens nécessaires pour financer des projets volontaristes à long terme tels que les énergies renouvelables, les nouvelles technologies, mais aussi la santé et les besoins de formation tout au long de la vie... Confrontée à la difficulté d'établir des perspectives à long terme, l'analyse économique est devenue anxiogène. La moindre rumeur d'une défaillance d'une entreprise ou d'une banque entraîne des réactions en chaîne sur les marchés. Les Etats sont aussi menacés par l'endettement et le risque de remontée des taux d'intérêt qui aurait pour conséquence de rendre insoutenable le financement de la dette. La régulation se faisant par le marché, c'est l'aversion aux risques qui est devenu le fil conducteur des décisions économiques et sociales. Le court terme s'est

² Le Brexit n'a pas encore été la catastrophe annoncée. Certes les indices boursiers ont connu un choc mais il a été rapidement absorbé. La livre perdant 15 % de sa valeur favorise les exportations de la Grande-Bretagne, et renchérit le prix des importations. A court terme, une balance coût avantage, montre que les marchés financiers s'adaptent. Les investisseurs délaissent le marché obligataire et se reportent sur le marché action des sociétés exportatrices, recréant une bulle spéculative. Ce sont finalement les ménages et les salariés britanniques qui absorbent le choc du Brexit par une baisse du pouvoir d'achat réel. Finalement le Brexit ne fait que révéler le décrochage de l'économie réelle par rapport aux marchés financiers. Certains à la City rêvent même maintenant d'un paradis fiscal à la porte de l'Europe.

imposé dans le raisonnement économique. Les Etats n'échappent plus à cette tendance d'un pilotage à vue. Bien plus, ils sont devenus les spectateurs d'une économie mondialisée.

- **La mise en contexte d'une crise qui dure.**

Les faits marquants en France sont l'atonie de la demande des ménages, la faiblesse des investissements de long terme, la fragilité des finances publiques et un chômage de masse. Au niveau mondial, le ralentissement de croissance chinoise, les difficultés des pays producteurs de matières premières, et le désinvestissement dans les pays émergents sont aussi les signaux de la remise en cause des conditions de la croissance économique mondiale. Deux événements majeurs vont aussi marquer la fin 2016. Dans les élections américaines se joue le leadership mondial et le référendum italien fait écho au Brexit sur l'avenir de l'Europe.

La situation actuelle est paradoxale. Aujourd'hui ce sont le prix trop bas des matières premières et le trop plein de capitaux disponibles qui perturbent l'économie mondiale. Dans un mouvement de balancier, on observe que les capitaux disponibles faute de projets et de rendements se déplacent de nouveau vers les pays émergents. Les rendements escomptés sur des placements dans les pays émergents sont supérieurs à ceux des pays européens. Ce déplacement des capitaux alimentent de nouvelles bulles spéculatives dans l'immobilier et dans les valeurs technologiques.

Les établissements financiers sont suivistes. Confrontées au manque d'activité, les banques ne sachant que faire de ces afflux de liquidités à des taux proches de zéro contribuent à la prospérité des places offshore pour des clients à la recherche de rendements. Les Etats sont pris au piège de leur politique de désinvestissement et de désengagement. Cette réponse est devenue, contra-cyclique, abandonnant aux acteurs du marché l'initiative d'investir. Le second élément du piège de cette confrontation aux règles du marché est la tentative de dumping fiscal. Puisqu'il s'agit d'attirer des capitaux et des investisseurs, les politiques d'exonération, de rabais voire de subventions deviennent des objets de marchandages quelquefois sans contrepartie durable. Ainsi des groupes industriels s'installent le temps de la subvention et se délocalisent³. Le chantage à la délocalisation est devenu une pratique courante. Le scénario est bien connu, l'euphorie de l'installation à l'aide de subventions fait place au marchandage à l'emploi ; la disparition des entreprises et des bassins d'emplois s'accélèrent à la fin des subventions.

- **Les éléments de la cécité de l'action publique**

En panne de croissance et donc de rentrées fiscales, l'alerte est donnée de rationaliser les dépenses publiques plutôt que de creuser les déficits et voir s'envoler le service de la dette⁴. Cependant, les réponses apportées depuis plusieurs années ont principalement été faites des coupes budgétaires. A la place d'une évaluation stratégique des dépenses d'avenir et une rationalisation des dépenses, les coupes budgétaires ont conduit au besoin de colmater les brèches sous l'effet de plans d'urgence. Ces défauts d'anticipation ont contribué à creuser le déficit⁵. Ainsi le budget de l'Etat fonctionne

³ Le dernier exemple d'une multinationale de l'informatique ne payant que 1 % d'impôt sur les bénéfices en Irlande contre les 10 % réglementaires est significatif du dumping fiscal. Pour rappel le taux d'imposition sur les bénéfices est de 33 % en France

⁴ La commission des finances du Sénat publie son "consensus de la croissance potentielle" en vue des prochaines programmations des finances publiques, sur la période 2015-2021. 1,2% annuel de croissance du PIB, Sénat, Rapport d'information N°764, 2016

⁵ La dette de la France :

- Etat Central :	1694 milliards
- Organismes publics :	18,9

comme une mise au régime mal maîtrisée. La mise à la diète a conduit à une reprise de poids. La crise des finances publiques commence à la fin des années 90, quand l'Etat s'endette non pas pour financer de l'investissement mais pour financer du fonctionnement. Dans les années 2000, les collectivités locales prennent le relais. Notre système de protection sociale a lui aussi appris à vivre à crédit. La dépense publique au sens large croît plus vite que les recettes, et l'endettement fonctionne comme une perfusion. L'absence de croissance économique renforce cette dépendance. La tentation devient donc de couper encore plus les dépenses, au risque finalement de voir le malade mourir guéri.

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Quelles ont été nos croyances pour que depuis plus de 30 ans s'organisent de tels risques systémiques de faillite et de paralysie de l'action publique ? Dans un monde globalisé comment retrouver des marges d'action et donner confiance aux agents économiques, ménages et entreprises ?

- **Des systèmes de croyances et des impasses.**

Dans les années 80 deux postures se sont opposées. D'un côté, le crédo libéral vantait la déréglementation, la privatisation et la mise en concurrence des services publics. Les références de l'époque sont Reagan, Thatcher et le FMI pour une orthodoxie budgétaire. De l'autre une croyance que l'Etat peut se substituer au marché défaillant par un programme de nationalisation et de dépenses publiques. Les programmes de nationalisation vont se heurter aux réalités de fonctionnement des marchés et aux besoins de trouver des investisseurs. Il s'agit alors de réduire l'inflation par des politiques de désindexation et de mise en concurrence.

Dans les années 90, l'effondrement de l'union soviétique donne le signal que les forces du marché sont plus puissantes que le contrôle étatique. La propriété privée devient porteuse d'innovation et d'investissement, les programmes de dénationalisation s'accroissent. Cependant les crises financières de 1987 et de 1991 rendent le triomphe des libéraux plus modeste. Le marché a besoin de régulations. De nouveaux concepts apparaissent, tels que l'économie sociale de marché, le développement durable, l'alter-mondialisme. En France s'opère un glissement sémantique, **on ne parle plus, de plus d'Etat mais de mieux d'Etat**. Les postures doctrinales s'estompent derrière une obligation de réalisme. Le marché ne peut pas se réguler tout seul, mais l'Etat ne peut pas non plus tout faire. La croissance du commerce mondial, l'ouverture des frontières demandent des règles ; le développement industriel demande des investisseurs. Le libre-échange doit être organisé pour être maîtrisé. C'est ainsi que se créent des zones d'accords et de libre-échange et des zones monétaires.

Dans les années 2000, apparaissent de nouveaux opérateurs économiques, les pays émergents qui sont des zones d'investissement et de croissance de la demande. La rente pétrolière et l'augmentation du prix des matières premières donnent des facilités budgétaires à ces nouveaux « Eldorado » pour les industries occidentales en manque de débouchés. La mise en concurrence, la recherche de moindres coûts de production et le besoin de débouchés sont les principaux effets de la diffusion de la technologie, de la production et consommation de masse, et de la standardisation. Les entreprises atteignent le statut de multinationales par des politiques de croissance externe de rachat, d'absorption et de fusion. Les conditions de développement des entreprises changent, il s'agit de produire global (standardisation, économies d'échelles) et local (s'adapter aux marchés locaux, tailles, couleurs, réglementation...). Acquérir une taille internationale demande des capitaux. Cette dynamique capitaliste domine le développement industriel, la rentabilité financière devient plus

- Administration publique locale :	194,2
- Administration de sécurité sociale :	230,4

importante que le projet industriel. Pour lever des fonds les entreprises ne font plus appel aux banques, mais directement aux marchés. Ainsi les projets industriels et de développement commerciaux sont évalués sur leur retour sur investissement. Peu à peu la logique financière prend le pas sur la logique industrielle et commerciale. C'est ainsi que les marchés financiers vont s'affranchir de la rentabilité économique et s'autonomiser de la production. Oubliant les leçons du passé, des bulles spéculatives (internet, nouvelles technologies, crédit..) l'emportent sur la logique du développement industriel à long terme. Les Etats sont réduits aux rôles de figurants face aux poids des multinationales. Mais surtout les organisations publiques (Etats, collectivités locales, établissements publics, organisations de protection sociale..) ont aussi appris à se financer sur les marchés.

2008 annonce un tournant. Les marchés financiers en s'autonomisant ont produit un monstre incontrôlable qui ruine la planète⁶...Les Etats vont aller au secours des institutions financières au prix d'un creusement du déficit public et d'une augmentation de la dette⁷. Cependant le scénario attendu de stimulation de la demande par une injection massive de capitaux ne se passe pas comme prévu. Les déficits publics se creusent sans reprise de l'activité économique. Les établissements financiers vont effectivement rembourser ce que les Etats leurs ont prêté mais sans verser d'intérêt et surtout sans s'engager à soutenir l'activité économique. Le secteur financier est sauvé de la banqueroute par une recapitalisation et les Etats voient leurs dettes augmenter sans contrepartie d'activités économiques nouvelles. Bien plus, échaudés par la crise financière les établissements financiers reconstituent leurs marges, et restreignent leurs crédits aux entreprises et aux ménages. Ainsi s'installe la crise systémique et le risque de déflation (pas de croissance, pas d'inflation, pas de demande, et un chômage de masse). Cette crise est aussi alimentée par le manque de confiance des investisseurs et des consommateurs.

En 2016, l'instabilité financière n'est pas jugulée. De nouveaux risques financiers sont apparus, associés à l'endettement des Etats sans croissance économique. Après le doute de 2008, et des taux d'intérêts asphyxiant les budgets, les obligations d'Etat sont passées du statut de placements risqués à placement sans rendement. Les banques centrales injectent massivement des capitaux pour soutenir l'activité économique, elles prêtent aux banques à des taux zéro, ce qui permet aux banques de reconstituer leurs marges. Le remède de la diminution des taux d'intérêt conduit à un effet inattendu. Les taux d'intérêt proche de zéro voire négatifs conduisent les banques à gérer les affaires courantes sans chercher à drainer des placements, refusant même quelquefois à gérer l'épargne des ménages voire les trésoreries d'entreprises, contribuant à entretenir l'impasse de la faiblesse de l'activité⁸. Les entreprises rencontrent des difficultés de trésorerie, et l'accès au crédit est devenu plus difficile. Comme un paradoxe, jamais les liquidités n'ont été autant disponibles sur le marché mais compte tenu des marges trop faibles les banques préfèrent s'abstenir de prendre des risques industriels, refusant de soutenir la trésorerie des entreprises, et limitant le crédit d'accès au logement. Pour l'Etat la situation est encore plus délicate, les obligations d'Etat sont à des taux légèrement inférieur à zéro, il est donc difficile de faire appel au marché.

⁶ Déclaration du Gouverneur de la Banque fédérale américaine, Alan Greenspan, 2008

⁷ C'est une vieille recette keynésienne, l'Etat se substitue au marché défaillant, les dettes d'aujourd'hui font la croissance de demain par un effet multiplicateur

⁸ Echaudées par la crise de 2008, et impactées par les accords de Bâle 3, les banques se consacrent à constituer leurs réserves et préserver leurs marges. Les entreprises ont toujours des problèmes de trésorerie et peinent à trouver le financement de leurs investissements. Confrontées au manque de lisibilité sur l'avenir et l'aversion au risque, certaines entreprises renoncent à de nouvelles commandes, et préfèrent reconstituer leurs marges par une diminution des coûts de production. Le coût du travail reste la principale variable d'ajustement alimentant ainsi la crainte de l'avenir.

- Les indicateurs économiques : l'économie française en panne

La conjoncture économique est une photographie à l'instant T de l'économie. Les chiffres doivent être manipulés avec prudence. Un chiffre ne suffit pas à faire une tendance. Nous retrouvons dans les éléments de conjoncture une grille de lecture des questions économiques qui sont devenues des problèmes.

- La croissance économique

La croissance économique n'est pas une fin en soi mais elle est un moyen de créer des richesses et de répartir. Dans les années 70, les tenants de la croissance zéro nous expliquaient qu'il fallait arrêter la croissance économique afin de préserver notre planète⁹. 45 ans plus tard, nous avons compris que la croissance économique doit s'inscrire dans une vision de développement durable et d'énergies renouvelables. Nous consommons plus que nous produisons¹⁰. Les terriens vivent à crédit. Cependant sans création de richesses, sans production de biens et de services, on ne peut répartir ce qui n'existe pas. De la croissance économique dépendent l'emploi et les finances publiques. En Europe et en France en particulier nous sommes entrés depuis 10 ans dans une zone de croissance faible inférieure à 1,5 % ce qui est insuffisant pour créer des emplois et garantir des recettes fiscales. Dans une étude menée pour l'institut Montparnasse¹¹, par un travail de modélisation, les chercheurs démontraient l'influence de la croissance économique sur le niveau des recettes fiscales et sociales et notre capacité à pérenniser notre système de protection sociale. Si l'on croise les courbes de la croissance économique (évolution du PIB), celle des dépenses publiques et des recettes, puis celle de l'emploi et du chômage, on comprend la difficulté de l'économie française. Le manque de croissance paralyse notre fonctionnement économique et notre système de redistribution. On ne peut pas répartir ce qui n'existe pas.

- L'investissement productif

Le sujet de l'investissement des entreprises est devenu sensible. Depuis plusieurs années les entreprises préfèrent les investissements de rationalisation dits de productivité, aux investissements de capacité. Il s'agit principalement de produire à moindre coût et d'être en mesure de s'adapter aux évolutions du marché. La stratégie d'entreprise devient de réduire les coûts fixes et de maîtriser les coûts variables. Pour les grands groupes industriels il s'agit principalement de se développer dans les zones d'activité en croissance, ce qui conduit à entreprendre des programmes de délocalisation pour être au plus près des marchés et bénéficier de coûts de production plus faibles. C'est ainsi que l'investissement productif en France se réduit. Les industries traditionnelles perdent des emplois. En

⁹ La Croissance zéro est une théorie selon laquelle toutes les activités économiques devraient tendre à un état stable. Le rapport *Halte à la croissance* « rapport Meadows ») est considéré comme fondateur. Dans un contexte de ressources limitées, Les défenseurs de cette théorie critiquent que le postulat « croissance économique vaut progrès » qu'il dénomme « le fétichisme de la croissance ».

¹⁰ Tous les ans, l'ONG Global Footprint Network calcule le "Jour du dépassement", date à laquelle la consommation de l'humanité en ressources naturelles excède ce que la nature est capable de générer en un an sans entamer son capital. À la mi-novembre dans les années 1980, en octobre dans les années 1990, en septembre dans les années 2000... Le 18 Août cette année. Chaque année, le "Jour du dépassement" tombe de plus en plus tôt. Notre dette écologique ne cesse de grossir.

¹¹ Xavier Chojnicki, Jérôme Glachant, Lionel Ragot, Financer la protection sociale, Institut Montparnasse 2014

France, ce sont principalement les PME qui créent de l'activité, mais elles sont devenues très sensibles aux évolutions de la conjoncture, soumises aux aléas de la sous-traitance, mais aussi dépendantes de relations difficiles avec le système bancaire. Ces dernières années la création d'activités s'est principalement faite dans les services (informatiques, aides à la personne, tourisme, santé..). Le secteur de la construction et des travaux souffre de la baisse de la commande publique, et de l'insuffisance de la mise en chantier de construction. Quant au secteur agricole, sa part dans l'économie nationale diminue régulièrement.

Le secteur agricole représente 2,5 % de l'emploi, l'industrie : 12,4 %, la construction 6,3 %, Le tertiaire 78,9 %

- **L'inflation**

L'inflation se mesure par la hausse des prix à la consommation avec principalement deux indices de référence, l'indice des prix à la consommation hors énergie et l'indice général des prix. Dans les années 80 l'inflation était à 2 chiffres. La lutte contre l'inflation était une priorité demandant même un encadrement des prix. L'inflation était accusée de creuser le déficit public et de faire monter les taux d'intérêt rendant inaccessible le financement de l'investissement des entreprises. L'inflation n'a pas disparu par magie. Sous l'effet de la désindexation des revenus, la remise en cause des mesures d'anticipation, et sous l'effet de la concurrence, la hausse des prix s'est retrouvée limitée¹². Depuis 2014, la baisse du prix des matières premières permet de contrôler la hausse des coûts de production. Le taux d'inflation était de 0,5 % en 2014, 0 % en 2015, 0,2 % en 2016

- **Le commerce extérieur**

Le commerce extérieur de la France montre un déficit structurel malgré la baisse du prix des matières premières. Selon l'Insee « *Les exportations françaises ont à nouveau flanché au premier trimestre, pénalisées par le repli des ventes aéronautiques. Au deuxième trimestre, elles progresseraient franchement, soutenues par la livraison de grands contrats dans le secteur naval. Au second semestre, elles faibliraient avec le retour à la normale des ventes dans ce secteur. Au total sur l'année, les exportations ralentiraient (+1,8 % après +6,0 %) en raison de la dissipation des effets favorables de la dépréciation de l'euro et du ralentissement de la demande mondiale. Du fait du dynamisme supérieur des importations (+3,9 % après +6,4 %), la contribution du commerce extérieur serait négative (-0,7 point), pour la troisième année consécutive. Le déficit commercial hors énergie atteindrait 22,1 milliards d'euros en 2016, soit 1,0 % de PIB, au plus haut depuis 2011* ».

- **Emploi et chômage**

Le sujet est dans le débat électoral. La croissance du chômage au mois d'Août (+ 50. 000 demandeurs d'emplois) et les prévisions de l'UNEDIC pour 2017 entretiennent le doute sur la possibilité d'inversion de la courbe du chômage. Le chômage conjoncturel est devenu structurel¹³. Depuis les années 70 et la première crise pétrolière le chômage est lié à la faiblesse de l'activité économique. Le chômage concerne principalement, les jeunes de moins de 25 ans sans formation et les plus de 50

¹²En 1950, l'inflation était de 11,1 %, 13, 6 % en 1980, mais 3,4 % en 1990, 1,7 % en l'an 2000. Il y a certainement eu un effet euro, sur certains prix de bien de consommation, mais globalement d'année en année depuis les années 2000 l'inflation est restée stable inférieure à 3 %.. 2,8 % en 2008, 0,1 % en 2009, 1,5 % en 2010, 0,5 % en 2014

¹³ En 1975, le chômage était de 3,3 %, en 1984 de 8,0%, en 1994 de 10,2 % et en 2015 de 10 %

ans. On a souvent évoqué, pour les plus jeunes, le décalage entre le système de formation initiale et les besoins du marché du travail et pour les seniors le coût du travail. Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise démontrent que les freins à l'embauche sont le manque de qualification et le coût mais aussi le besoin de pouvoir ajuster sa main d'œuvre en fonction de la conjoncture. Dans les secteurs en tension (informatique, santé, biotechnologie, restauration, artisanat...) c'est surtout la qualification des candidats qui est en cause. L'enjeu est bien la création d'activités pérennes et la qualification des personnels. La création d'emplois ne se fait plus dans les grands groupes industriels mais dans les PME innovantes qui ont besoin de lisibilité pour embaucher. Comment créer des emplois dans un environnement économique incertain ? La fin 2016 annonce peut être un retournement, une inversion de la courbe du chômage non pas sous l'effet de la création d'emplois en nombre suffisant pour compenser les pertes d'emplois dans l'industrie et le bâtiment, mais par un effet mécanique de la sortie du marché du travail de la génération du baby-boom. Dans certains secteurs on anticipe un risque de pénurie de main-d'œuvre du fait des départs à la retraite¹⁴.

- Les déficits publics et l'endettement.

La croissance des déficits publics renvoie à une question : comment peut-on financer durablement des dépenses de fonctionnement ou d'investissement sans les recettes suffisantes ? Le creusement des déficits remonte aux années 95. L'accès au marché de l'Etat notamment pour financer le déficit de la sécurité sociale a donné le signal d'un endettement accessible. Ainsi, l'Etat a pris l'habitude du vote en déficit des lois de finances équilibrées par l'emprunt, les collectivités locales ont emboîté le pas, et la dette de la sécurité sociale a été placée dans la Cades¹⁵. Peu à peu le service de dette a pris de plus en plus d'importance dans le Budget de l'Etat. Les dépenses publiques deviennent dopées et dépendantes de financement par l'emprunt sur les marchés. La dette publique représente 2137,6 milliards, soit 97,5 % du PIB en 2016 et ne cesse de croître dans un contexte de baisse des taux d'intérêts. Un scénario de remontée des taux n'est pas à exclure.

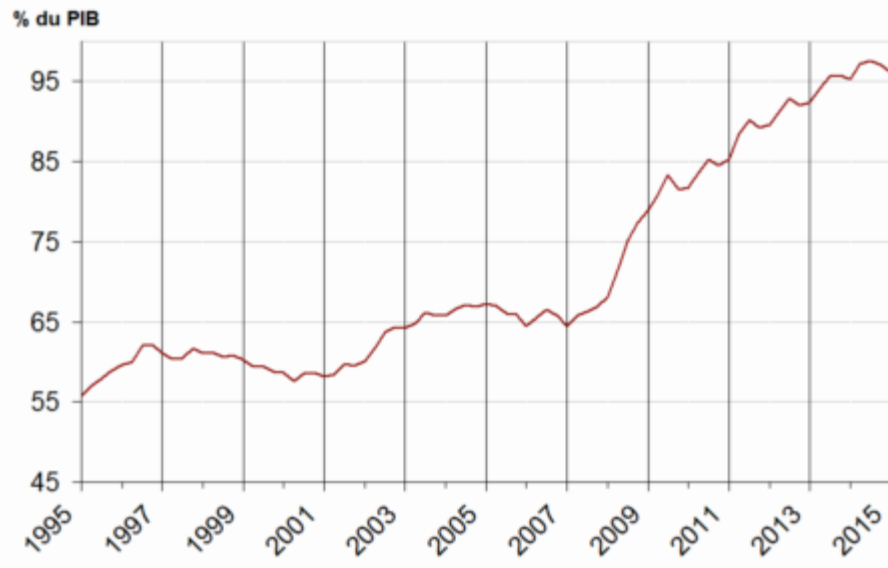
Surendetté l'Etat aurait pu être déclaré en cessation de paiement, en faillite. Le classement de la dette publique par les agences de notation ont fait tremblé les marchés, conduisant à un risque de remontée des taux d'intérêts. Avec des taux d'intérêts à zéro, plus personne ne se préoccupe des agents de notation. Cependant la dette continue de se creuser sans contrepartie de croissance économique. La question devient quelle est la place de l'Etat dans l'économie, pour quels objectifs et quelle efficacité ? L'insuffisance de la croissance économique impacte les recettes publiques. Quelles sont les dépenses d'avenir ? Quels sont les besoins de recettes ? Comment contrôler organiser, et optimiser sans coupes aveugles ? Comment arbitrer ? Dans les années 90 le débat sur le mieux d'Etat a alimenté les discours politiques mais aussi les postures démagogiques sur la baisse des impôts. Il apparaît aujourd'hui important de mener de front à la fois la rationalisation des dépenses

¹⁴ L'enjeu est bien d'élever le niveau général de qualification et d'organiser la formation continue et l'adaptabilité des salariés. Subventionner l'emploi peu qualifié par une politique d'exonération de charge a contribué à créer un effet d'aubaine. La France perd plus d'emplois qu'elle n'en crée.

¹⁵ Depuis sa création en 1996, la CADES a pour mission de reprendre et d'amortir les déficits de la sécurité sociale. A cette fin, elle a recours à une gamme très diversifiée d'emprunts qu'elle émet en euros et dans différentes autres devises en réponse à la demande des investisseurs internationaux. En 20 ans, la CADES a repris 237 milliards d'euros de dette sociale et amorti 110,3 milliards d'euros, correspondant à une diminution de la dette publique française équivalente à plus 6 points de PIB. A fin 2015, il restait 126,6 milliards d'euros de dette à amortir.

publiques et d'autre part des mesures de l'efficacité de notre système de prélèvements en termes de rendement de l'impôt et en termes d'impact sur le fonctionnement de l'économie. Les prélèvements doivent servir des projets et non pas à combler des trous¹⁶.

- L'évolution de la dette un mouvement permanent depuis 1995 (INSEE)



II. La mise en perspective de la conjoncture

Nous avons pris conscience de la complexité des relations économiques liée à l'interdépendance et aux réactions en chaîne. Cependant face aux risques systémiques de crises à répétition il existe des leviers d'action et de décisions.

- **Des éléments de débat**

On peut revenir sur les choix économiques qui ont été fait depuis 30 ans et trouver des boucs émissaires dans l'union européenne et dans la mondialisation, mais intrinsèquement ce sont les fondamentaux de l'économie française qui depuis 30 ans n'ont pas été traités.

Quelques exemples montrent qu'il faut du temps et qu'il est difficile de corriger des choix. En termes de politique industrielle il a été choisi de donner l'avantage à la venue de grands groupes industriels créateurs d'emplois. Plusieurs grands groupes sont venus, ont consommé de la subvention et sont partis. Au passage, la main d'œuvre peu qualifiée, peu mobile à cause de son endettement pour le logement et de son manque de formation, est la principale victime de la crise économique qui dure. Cela fait près de 30 ans que les politiques publiques subventionnent l'emploi peu qualifié par une politique d'exonération sociale et fiscale. On comprend l'urgence sociale de créer des emplois, mais ces mêmes industries disparaissent les unes après les autres et la main d'œuvre reste, alimentant le chômage de longue durée. Construire une politique de l'emploi demande du temps. N'aurait-il pas

¹⁶ Les dépenses de fonctionnement servent la préparation de l'avenir, en revanche, elles ne devraient pas pouvoir être financées par de l'endettement, d'où certainement une mesure importante à prendre d'interdire de voter des budgets en déséquilibre pour éviter de transmettre de la dette aux générations futures.

mieux valu investir de l'argent public dans la constitution de réseaux de PME innovantes et dans l'emploi qualifié ?

Un second exemple est emprunté à un secteur clé de l'économie : le bâtiment. Le marché du logement est fondé sur une logique de rareté et de rente. L'absence d'une politique volontariste de construction dans les zones en tension, n'a fait qu'alimenter la rareté et pousser les ménages les plus modestes hors des centres ville, conduisant à augmenter les inégalités sociales. Dans certains cas le logement est devenu un frein à la mobilité. Economiquement nous sommes coincés entre le souhait de constituer un patrimoine et de l'épargne avec de la pierre et le besoin de permettre l'accès au logement à moindre coût. L'enjeu est bien de concilier l'intérêt de l'épargnant et de développer des programmes de construction en permettant à des investisseurs institutionnels d'investir dans le secteur du locatif ou de l'accession aidée sans être surtaxés.

Un troisième exemple de dossier toujours annoncé et peu traité est le millefeuille que représentent les prélèvements obligatoires et les dépenses sociales. La complexité de notre système engendre une suspicion à la fois sur l'efficacité de notre système de prélèvements, le rendement de l'impôt et sur le coût de notre système de redistribution. Les solutions ne se situent pas dans les coupes budgétaires mais dans l'analyse des besoins et de l'efficacité des systèmes mis en place.

On pourrait prendre d'autres exemples où les choix de l'Etat ou des collectivités locales sont lourds de conséquences, santé, éducation, transport, énergie, défense, emploi, recherche. La tentation a été grande de ne s'en remettre aux lois du marché. La marchandisation de beaucoup de secteurs économiques et sociaux est le résultat d'un désengagement continu de l'Etat depuis 30 ans. Ce qui est en jeu c'est la vision et les perspectives qu'offre notre système de redistribution sous contrainte de la réduction de ses moyens. C'est ici que devrait intervenir le débat public. Quels moyens avons-nous, pour quels objectifs ?

Il est possible d'avoir un débat public sur ce que sont les choix de l'Etat et des collectivités locales, d'expliquer les contraintes et les opportunités. Si la tendance de long terme est au désengagement de l'Etat, il est aussi possible de faire la promotion et de faciliter d'autres façons d'entreprendre préservant les intérêts individuels et collectifs.

- **La recherche d'un nouveau paradigme**

Les conditions du développement économique reposent sur la capacité d'innovation et d'entreprendre et la confiance dans l'avenir. La nécessité de revoir notre logiciel d'approche des questions économiques vient des limites atteintes par l'accumulation du capital, le creusement des inégalités et les déséquilibres de répartition des richesses créées. Peut-on offrir une vision du monde où la logique ne serait pas la rémunération des actionnaires à court terme mais d'inciter à l'investissement à long terme. Le débat sur l'économie sociale et solidaire permet de déplacer le curseur. La finalité économique peut ne pas être la rétribution de quelques personnes mais l'intérêt social, la redistribution, et la répartition des richesses créées et leurs réinvestissements¹⁷.

Les années 2000 ont montré que l'on pouvait créer des richesses et des fortunes sans produire et sans répartir. La crise de 2008 a servi d'alerte, mais au-delà des discours, peu de leçons ont été tirées. Le système financier a repris son autonomie, le dumping fiscal et social ruine les Etats, le court terme domine les logiques économiques.

¹⁷ Le moteur économique est l'innovation et la création de valeur mais cela ne veut pas dire la captation de valeurs par quelques-uns au détriment de tous.

. Les invariants de l'analyse économique

Le fondement du calcul économique est la maximisation sous contrainte, qui conduit les entreprises à maximiser la production ou à minimiser les coûts pour maintenir un niveau de marge compatible avec le besoin d'investir ou de rémunérer les actionnaires. La logique économique de maîtrise des coûts est un outil puissant de normalisation du fonctionnement des entreprises. Bien plus, cette logique économique conduit à l'apparition de nouvelles façons de gérer des entreprises avec une logique imparable : produire des services ou des biens en minimisant les coûts fixes voire en n'ayant que des coûts variables en fonction du niveau d'activité et en optimisant les situations fiscales et sociales.

L'optimisation fiscale légale est entretenue par la mise en concurrence fiscale et sociale des Etats. Dans la légalité, les entreprises se domicilient où la fiscalité est la plus avantageuse. La conséquence est une distorsion de concurrence par une différenciation à la fois des structures de coût de main d'œuvre mais aussi des systèmes d'imposition des profits des entreprises et de la rémunération des actionnaires. Les Etats ne sont pas aveugles mais ils subissent les chantages à l'activité, à la délocalisation, et à l'emploi, et laissent faire au nom de la libre concurrence et de la liberté d'entreprendre. Les coûts sociaux et fiscaux sont importants et conduisent à une impasse. La croissance d'activités économiques ne génère plus automatiquement proportionnellement des prélèvements sociaux et des recettes fiscales. Mis en concurrence, les Etats s'appauvrissent. La nouvelle économie est-elle devenue un système de nouveaux acteurs économiques sans Etat ?

Dans une économie globalisée, nos conceptions des prélèvements sociaux et nos systèmes de redistribution demandent d'être revisités en termes de simplification et de rendements. Le millefeuille social et fiscal, d'exonérations en allègements ne fait que renforcer le sentiment de manque d'équité face aux prélèvements et provoque à la fois une méfiance des entreprises et des effets d'aubaine.

- Des signaux d'évolution

Dans cet environnement d'immobilisme et d'attentisme, il existe des secteurs porteurs d'innovations économiques et sociales. Ces innovations se démontrent et s'affichent¹⁸. Alimentation, santé, logement...des initiatives d'entreprise visent le bien-être en donnant une utilité sociale en lien avec l'intérêt général. Il s'agit de répondre à un besoin en créant un nouveau produit ou un nouveau service.

Cette nouvelle façon d'entreprendre trouve un écho dans des entreprises de la sphère marchande exposée à la concurrence¹⁹. L'horizon économique n'est plus la rémunération des actionnaires mais l'investissement. Le changement de logiciel est peut-être en marche, mettant en exergue le besoin d'avoir une vision à long terme. En 2013 Claude Alphandéry et Guy Frémeaux, relevaient le peu d'intérêt que soulevait l'économie sociale auprès des économistes²⁰, surtout par méconnaissance. Cette césure idéologique semble s'atténuer sous l'effet l'adoption de modèles de « social business ». De nouvelles pratiques d'organisation du travail et de redistribution des profits apparaissent au sein d'entreprises de l'environnement concurrentiel. C'est peut-être le signal des changements possibles. Comme un paradoxe, l'ESS a montré la voie d'une autre façon d'entreprendre et le marché

¹⁸ La fabrique de l'innovation sociale, Alternatives économiques, Hors-Série poche N°42, Juin 2013

¹⁹ Jean Staune, Les clés du futur, Plon, 2016

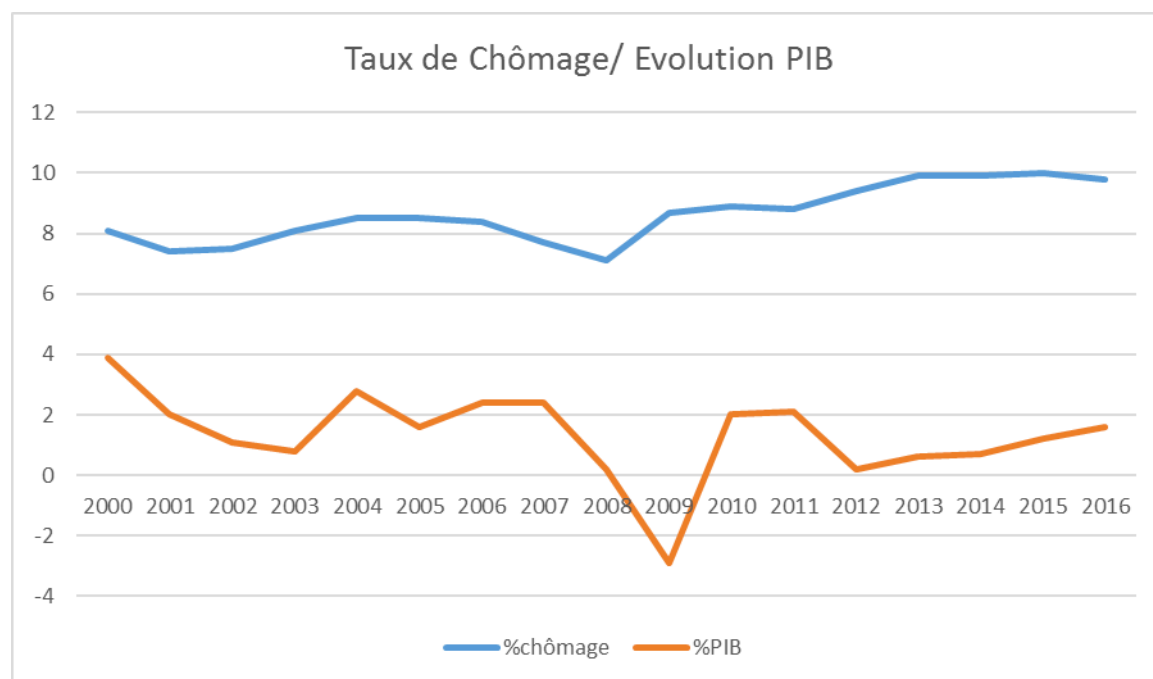
²⁰ Regards d'économiste sur l'économie sociale et solidaire, Alternatives économiques, Hors-Série n°63 bis, 2013

s'approprie l'idée, promouvant une autre façon de produire, de consommer et de redistribuer²¹. L'avenir économique s'apprécie à la façon de faire évoluer les finalités économiques en redéfinissant les conditions d'un engagement sur du long terme et la confiance. Les mutuelles bien qu'exposées à la concurrence des compagnies d'assurance et aux chocs fiscaux et réglementaires contribuent à porter l'idée de l'innovation économique et sociale, et de l'engagement social.

Au moment où s'inscrivent le débat budgétaire, et certainement le début de la campagne présidentielle, l'enjeu est bien de mesurer l'évolution des termes du débat économique et social. Nous ne pouvons plus ignorer que les conditions de la croissance économique ont changé. La croissance du PIB n'est plus une fin en soi tant il est important d'intégrer les questions de rareté, de durabilité et de partage des richesses. Le changement de paradigme attendu correspond à l'adoption d'un raisonnement et d'un engagement à long terme. C'est la modification de l'horizon économique qui permet d'offrir une vision et produire de l'adhésion. La recherche qu'a engagée l'Institut Montparnasse sur les valeurs de solidarité de points de vue philosophique, juridique et économique est une façon de contribuer au débat.

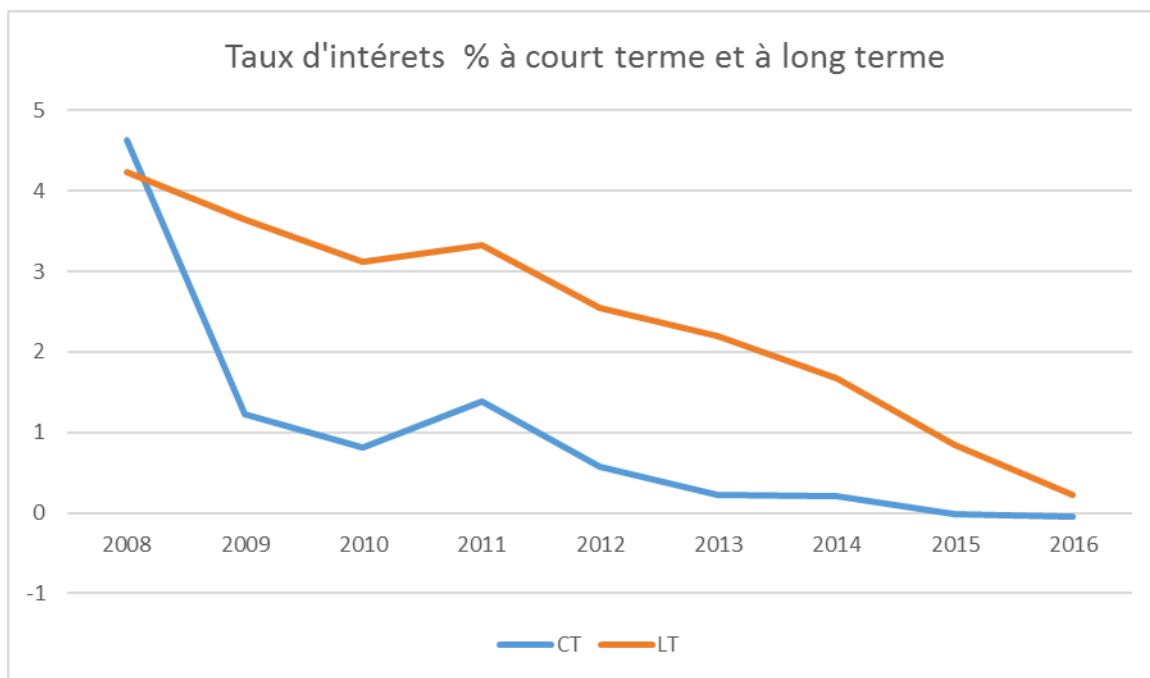
²¹ L'ESS n'est plus seulement une économie de la réparation des déséquilibres sociaux ou de rustine sur les désengagements de l'action publique, c'est une façon d'entreprendre qui réconcilie l'individu et les besoins collectifs. L'ESS démontre qu'il existe d'autre façon d'entreprendre, où la contribution à des projets collectifs prime sur les intérêts de court terme.

DES ELEMENTS GRAPHIQUES PORTEURS DE SENS



Chiffres INSEE, Graphique Institut Montparnasse

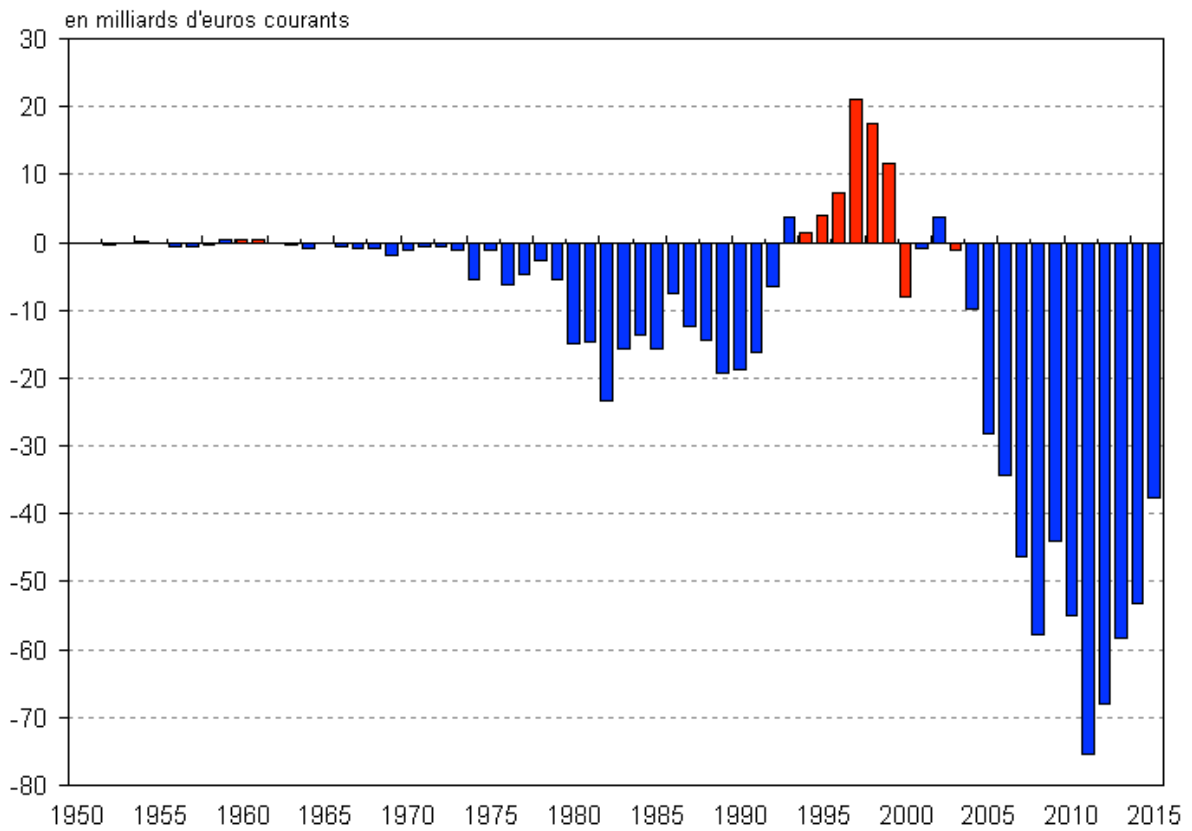
Remarques : On ne peut comparer des taux de croissance en revanche la comparaison de l'évolution des 2 courbes donne un résultat intéressant. Le chômage est une constante depuis 2000, la faiblesse de la croissance du PIB montre le peu d'influence sur le taux de chômage. Depuis 2012, la croissance économique trop faible ne peut enrayer la croissance du taux de chômage près de 10 %, malgré une légère inflexion en 2016 (9,8 %). Nous sommes résolument dans un scénario de croissance faible, qui pose la question de repenser économiquement et socialement la relation croissance et emploi. La création d'activités nouvelles devient une obligation pour réduire le chômage. Nos modèles économiques industriels ont vécu sans pour autant que la création de nouvelles activités soit suffisante pour compenser les pertes d'emplois dans l'industrie, l'agriculture et le bâtiment. Confrontés à un chômage de masse, c'est l'ensemble des équilibres de nos comptes sociaux qui est menacé de cessation de paiement. Les recettes ne couvrent pas les dépenses.



Chiffres Banque de France, Graphique Institut Montparnasse

Remarques : La diminution des taux d'intérêts est engagée depuis 2008. En 2016, les taux sont proches de zéro. On constate que la diminution des taux n'empêche plus la progression de l'endettement. Cette diminution commence à rejaillir comme un paradoxe sur les investisseurs qui délaissent l'investissement traditionnels pour se consacrer aux PME innovantes et sur les pays émergents où les rentabilités sont plus intéressantes. Dans ce contexte, des secteurs entiers manquent de perspectives et de financement.

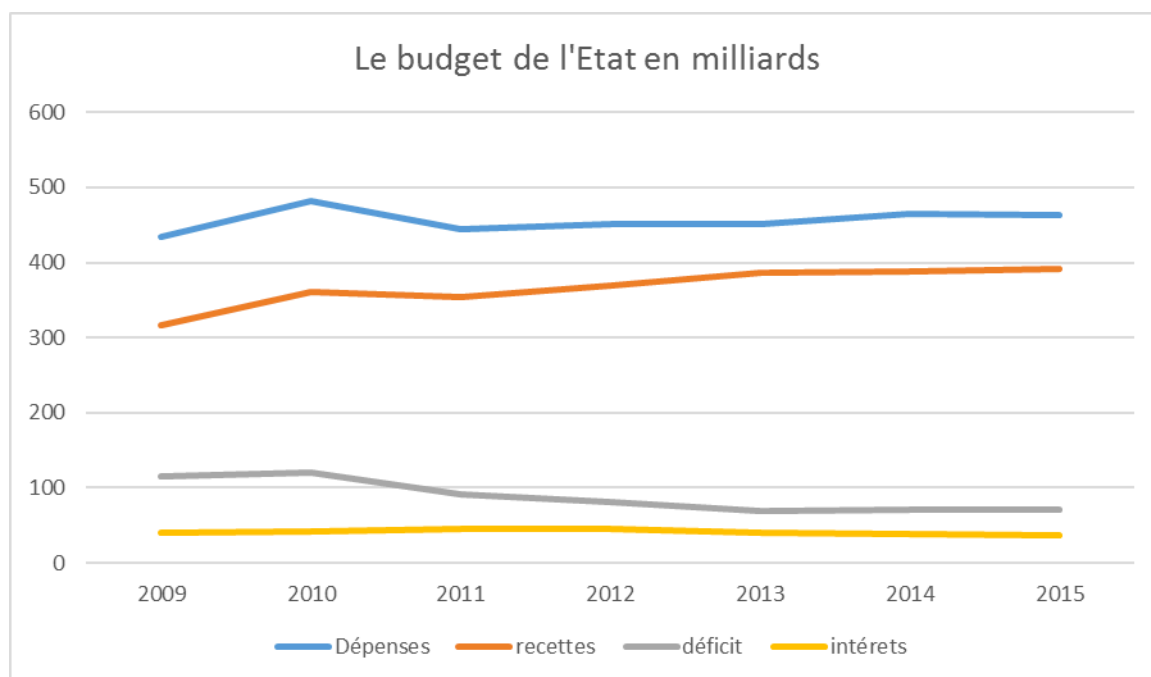
Solde de la balance commerciale de 1950 à 2015



Champ : France, échanges de biens.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Remarques : Le déficit du commerce extérieur est redevenu structurel. La baisse du prix des matières premières n'a pu enrayer cette tendance ce qui conduit à poser à la fois la question de la compétitivité des entreprises françaises, et l'organisation du tissu industriel et commercial.



Remarques : Sur toute la période les dépenses sont supérieures aux recettes, cependant on mesure l'effort de réduction du déficit de l'Etat à partir de 2010 et la volonté de maintenir le service de la dette sans réussir à le diminuer.